

Le Pen, Zemmour, la droite française et les élections présidentielles de 2022

Philippe Labrecque

Dix ans après avoir été élue présidente du Front national, renommé depuis Rassemblement national (RN), Marine Le Pen cogne aujourd'hui aux portes du pouvoir alors que des sondages récents la placent au coude à coude lors d'un hypothétique second tour des élections présidentielles de 2022 contre le président sortant, Emmanuel Macron.

Les élections de 2022 apparaîtront-elles à rebours comme le point culminant de la transformation du Front national opérée par Marine Le Pen après qu'elle a hérité du parti de son père Jean-Marie Le Pen ? Après dix années de progression continue dans les sondages, et avec un président sortant impopulaire ainsi qu'un système des partis politiques en lambeaux, on peine à imaginer une situation plus propice pour le RN et sa cheffe, Marine Le Pen.

Mais voilà qu'on apprend qu'Eric Zemmour, cet intellectuel, essayiste et commentateur qui occupe une place singulière au sein du discours et du microcosme médiatiques et politiques français songerait à présenter sa candidature à ces mêmes présidentielles.

Si la perspective de voir Eric Zemmour devenir président représenterait la réalisation d'un fantasme pour ses partisans, plusieurs acteurs politiques, surtout à droite, ne voient pas d'un bon œil l'arrivée de ce personnage qui pourrait chambouler la campagne d'une Marine Le Pen qui se voyait déjà au second tour, sans opposition réelle, face à Emmanuel Macron pour une

deuxième fois en cinq ans, en présumant du moins que ce dernier tente de se faire réélire.

Les ténors et candidats présidentiels de 2022 à droite, y compris Marine Le Pen, ont déclaré ne pas craindre une candidature potentielle d'Eric Zemmour, mais on comprendra que ce n'est qu'une posture, étant donné l'impact significatif de ce dernier sur le discours public et même sur l'imaginaire des Français, comme l'indiquent ses cotes d'écoute vertigineuses et ses succès en librairie.

Quoique la chose soit difficilement quantifiable, on peut estimer qu'aucune personnalité publique française n'a contribué plus que lui à déconstruire le discours progressiste dominant, ni fait davantage progresser les idées d'une droite populiste, anti-immigrationniste, souverainiste et économiquement anti-libérale durant la dernière décennie. Son influence en France est telle qu'elle porte désormais un nom : la « zemmourisation des esprits ».

Douze mois avant les élections présidentielles de 2017, on ne pouvait guère entrevoir qu'un jeune candidat relativement peu connu, sans parti politique et qui avait claqué la porte au nez au président en poste à l'époque, François Hollande, deviendrait à son tour président. Peut-être alors qu'un autre candidat sans parti, Zemmour en l'occurrence, pourrait lui aussi créer la surprise en 2022.

Zemmour, icône et prophète du populisme

La carrière de ce journaliste de la presse écrite commença dans les années 1980, mais l'influence d'Eric Zemmour n'a, elle, pris réellement racine lors de ses débuts à la télévision en 2006.

Depuis quinze ans donc, Zemmour utilise l'amplificateur qu'est le médium télévisuel pour mener ce qu'il nomme la « guerre des idées ». Ce champ de bataille idéologique l'a mené à décortiquer ce qu'il juge être une série d'échecs de la classe politique française depuis quarante ans, ainsi qu'à analyser les lignes de fractures contemporaines et le déclin intellectuel, culturel, économique et politique de cette France qu'il chérit.

La popularité de Zemmour s'accroît d'une controverse à l'autre alors qu'il profite de sa présence sur les plateaux pour s'attaquer à « l'idéologie dominante » et aux vaches sacrées du politiquement correct lors de débats qui tournent souvent à la confrontation avec les représentants d'une gauche soixante-huitarde ou décolonialiste, ou même avec ceux de la droite libérale.

Que ce soit en dénonçant la soumission française au modèle politico-juridique américain et surtout aux bureaucrates de Bruxelles, l'insécurité grandissante, ou en évoquant le conflit civilisationnel qu'il entrevoit entre l'islam et l'Occident ou le déferlement des vagues migratoires qu'il qualifie de « grand remplacement » de la population française, sans oublier les effets délétères de la féminisation de la société, aucun commentateur médiatique n'a su incarner une résistance conservatrice, certains diraient « réactionnaire », comme Eric Zemmour au sein de la dernière décennie en France.

Pour les déçus de la droite « molle », les confrontations zemmouriennes régulières avec les différents intellectuels et acteurs politiques français qui

font souvent « le buzz » ont conféré à l'essayiste un statut d'icône d'un certain populisme qui rejette en bloc l'élite française.

En plus de sa popularité et de son influence sur le débat français, la conjoncture sociopolitique actuelle pourrait être idéale pour Eric Zemmour.

La fin du bipartisme, une recomposition inachevée de la droite, l'absence de candidats forts au sein de cette même droite à l'exception, peut-être, de Marine Le Pen, au moment même où la société française est marquée par une atmosphère de sécession et de déflagration, sont tous des éléments qui pourraient créer un espace unique pour ce candidat « hors système » qui incarne mieux que quiconque ce constat d'une France menée au bord du gouffre.

Malgré une popularité qui est à son zénith et un environnement politique propice à un acteur qui transcende les jeux politiques des partis, les chances qu'a le polémiste de l'emporter peuvent tout de même sembler minces.

Entre Emmanuel Macron, un président sortant impopulaire soit, mais s'appuyant sur un noyau électoral citadin et bourgeois solide qui lui permet d'espérer garder le pouvoir d'un côté et Marine Le Pen, qui est déjà pratiquement en campagne présidentielle depuis cinq ans et qui bénéficie de ce qui est peut-être le plus grand parti de France, de l'autre, Zemmour n'a pas beaucoup d'espace de manœuvre.

Cela étant dit, Zemmour a prouvé à maintes reprises sa ténacité et son habilité à triompher envers et contre tous. Les multiples tentatives de ses collègues journalistes pour le censurer et demander son renvoi, les poursuites

judiciaires intentées par des associations communautaires de toutes sortes, les chansons rap souhaitant sa mort, sa mise à l'amende par les instances de l'audiovisuel français et même la tentative de la classe politique de légiférer pour entraver sa présence à la télévision n'ont pas réussi à triompher de lui alors que sa popularité a toujours su le ramener sous les projecteurs, au grand dam de certains acteurs de la rectitude politique.

Si Zemmour peut réussir à centrer le débat autour de la question de l'immigration qu'il qualifie « d'invasion », ceci pourrait le catapulter lors de l'élection devant Marine Le Pen.

Prenant le pari que l'électorat de droite, mais aussi les Français dans leur majorité partagent son analyse des conséquences graves de la pression migratoire que la France subit, aucun autre candidat, pas même Le Pen, ne pourra incarner ce désir d'inverser un demi-siècle de politiques d'immigration permissives comme lui qui en fait le procès presque quotidiennement aux heures de grande écoute.

En surfant ainsi sur certains thèmes spécifiques, surtout ce thème axiomatique qu'est pour lui l'immigration, et en misant sur cette droitisation de l'électorat français que Zemmour lui-même a théorisée depuis plusieurs années, le polémiste pourrait profiter d'un décalage entre l'offre politique tiède, se rapprochant toujours plus du centre, des différents candidats, y compris Le Pen, et les attentes beaucoup moins modérées de l'électorat.

Quelle droite en 2022 ?

Quinze ans après la victoire impressionnante de Nicolas Sarkozy aux présidentielles de 2007, grâce au ralliement d'un électorat favorable au FN sous la bannière de l'UMP (aujourd'hui LR), on se demande sous quelle forme ce dernier parti peut survivre. Promettant les réformes économiques demandées par la droite libérale, bourgeoise, pro-européenne d'un côté, tout en adoptant un discours identitaire fort pour gagner l'électorat du FN, après 5 ans à l'Élysée, Sarkozy n'aura finalement réussi qu'à se renier aux yeux des deux droites et à ainsi raviver un FN qui semblait être au bord de la marginalisation.

Après qu'Emmanuel Macron ait absorbé plusieurs des anciens membres de l'UMP-LR ainsi que son électorat de centre droit et alors que le RN occupe maintenant toute la place sur le plan identitaire, on est en mesure de se demander quel électeur de droite se rangerait encore derrière LR, parti inaudible sur les questions épineuses touchant la sécurité et l'immigration et dépassé quant au libéralisme économique par Macron.

La décomposition de LR et les succès électoraux du RN des dernières années consolident donc celui-ci dans son statut de plus grand parti de droite aujourd'hui.

Cette ascension électorale du RN s'explique en grande partie par la stratégie de « dédramatisation » de ce qui était le Front national qui semble avoir porté ses fruits. Piloté avant et pendant la présidentielle de 2017 par Florian Philippot et Marine Le Pen, après que celle-ci a pris en 2011 le pouvoir au sein du parti jusque-là dirigé par son père, ce virage idéologique a réalisé ce qui est une « gauchisation » du parti sur les questions économiques et sociétales, ce qui n'a pas plu à tous.

L'adoption du nom « Rassemblement national » évoque cette nouvelle stratégie qui consiste à créer une nouvelle coalition autour du patriotisme français qui engloberait la base frontiste traditionnelle, très à droite et identitaire, en y ajoutant un pan significatif d'un électorat ouvrier historiquement à gauche, mais qui a quitté graduellement le Parti socialiste depuis l'adhésion de ce dernier au libéralisme au début des années 80.

C'est cette classe économique qui garnit largement les rangs des Gilets jaunes, qui, déclassée économiquement par le libéralisme et la mondialisation et délogée géographiquement des banlieues vers le périurbain par l'immigration de masse, pourrait logiquement adhérer à une plateforme économique protectionniste et en faveur de la préférence nationale et pour une diminution significative de l'immigration, ce que la gauche et surtout l'extrême gauche de la France insoumise, ne peut plus se permettre du fait de ses obligations clientélistes.

Force est toutefois de constater que cette stratégie du RN a également contribué à fragmenter le parti lui-même. Plusieurs de ses membres ont quitté le navire, incluant plus d'un quart de ses élus régionaux depuis 2015. À environ un an des présidentielles de 2022, le parti semble se déchirer en tirant vers sa droite et sa gauche simultanément.

D'un côté, certains membres frontistes de l'aile conservatrice et libérale économiquement, plus proches des idées de Marion Maréchal, petite fille de Jean-Marie Le Pen et nièce de Marine Le Pen, ont quitté le parti pour protester contre ces positions accommodantes à propos des grands enjeux

identitaires, ses volte-face vis-à-vis de l'Europe, son virage étatiste et sa gestion autoritaire du parti.

À l'inverse, l'aile ayant poussée à la gauchisation du parti, menée jadis par le bras droit de Marine Le Pen, Florian Philippot, a également fait faux bond, incluant Philippot lui-même, considérant que le RN restait encore trop à droite sur les questions sociétales, incapable de compléter sa dédramatisation.

Pire, l'union des classes populaires de gauche et de droite ne semble pas être suffisante électoralement, alors que l'électorat de centre droit, plutôt libéral économiquement comme nous l'avons mentionné, qui a voté pour François Fillon au premier tour des présidentielles de 2017, manque tragiquement à l'équation qui pourrait permettre à Le Pen de dépasser les 50 % de voix lors d'une confrontation avec Macron en 2022.

Toujours à l'affût des enquêtes d'opinion, Marine Le Pen est depuis revenue sur ses positions économiques étatistes et souverainistes pour finalement embrasser l'Union européenne, l'Euro et l'espace de Schengen dans une tentative de séduction de cet électorat de la droite bourgeoise et ce, malgré la confusion que cette malléabilité idéologique engendre.

Après un certain succès, la stratégie de dédramatisation semble donc avoir finalement frappé un mur. Trop à droite pour certains, trop à gauche pour d'autres, trop insaisissable ou trop empressée à plaire en fonction des derniers sondages, la ligne idéologique du parti laisse aujourd'hui perplexe.

Dans une France qui semble déjà entrée dans une dynamique que certains qualifient de guerre civile larvée, le RN aurait dû s'imposer au sein du

discours politique et dans les urnes, lui qui avait longtemps annoncé l'avènement d'une telle situation.

Après une série interminable d'attentats et de massacres dans les rues mêmes de la France, de contestations sociales violentes, en plus d'un marasme économique de longue date ainsi qu'un déclin évident du pays sur la scène internationale, on n'aurait pas pu imaginer un contexte plus favorable à un parti contestataire comme le RN et pourtant celui-ci semble encore et toujours chercher son électeur.

En fait, pendant cette même période, le RN semble davantage avoir profité électoralement de la décomposition de l'UMP, cette grande coalition de droite qui n'en est plus une, que de sa capacité à profiter d'une conjoncture qui semblait légitimer son programme historique.

L'opportunisme idéologique et électoral du RN dirigé d'une main de fer par Marine Le Pen a également mené à un certain exode de ses plus grands talents comme Florian Philippot mais aussi Julien Rochedy, Jean Messiha et Marion Maréchal, notamment.

Le Pen a même manqué la chance d'ajouter Eric Zemmour lui-même à l'équipe du RN, alors que ce dernier avait déclaré qu'il aurait considéré sérieusement faire le saut en politique par le biais d'une candidature en tête de liste du parti lors des élections européennes de 2019 après en avoir discuté avec la présidente du RN, ce que cette dernière lui refusa. Qui sait, peut-être est-ce ce refus de Le Pen qui aura peut-être amené Zemmour à considérer se présenter contre elle en 2022 ?

Marine Le Pen a refusé le compromis qui aurait consisté à permettre une représentation des différentes tendances philosophiques à sa droite dans l'objectif commun d'une victoire politique, quitte à devoir partager l'influence et le pouvoir au sein de son parti.

Le RN d'aujourd'hui est un parti sur lequel Marine Le Pen aura préféré conserver une mainmise totale, tant en ce qui concerne la ligne politico-idéologique que sa direction, à une version du RN faisant place à différents courants de droite menée par des collaborateurs forts, ce qui l'aurait forcée à partager quelque peu l'exercice et la gloire du pouvoir, une fois celui-ci atteint.

Zemmour contre Le Pen

Dans ces circonstances, la confrontation potentielle entre Marine Le Pen et Eric Zemmour pourrait déboucher sur un feuilleton politico-familial, alors que Marion Maréchal et l'ancien président du FN, Jean-Marie Le Pen, tous deux écartés du pouvoir au sein du parti par Marine, pourraient fort bien soutenir Zemmour, non seulement par rancune familiale, mais aussi par complicité idéologique.

Zemmour pourra donc miser sur sa propre personne, sur l'idée qu'il incarne cette droite populaire comme nul autre, y compris Marine Le Pen. Cette dernière ne peut faire lever les foules, comme sa campagne atone de 2017 l'a montré. Un sondage récent démontre également le peu d'enthousiasme qu'elle suscite au sein même de son propre électorat, ce qui laisse entrevoir une campagne tout aussi monotone en 2022.

Zemmour, à l'opposé, génère non seulement les passions - pour ou contre lui - mais réussit aussi à modeler l'imaginaire des gens, à mettre des « mots sur les maux » des Français, comme le polémiste le formule lui-même.

Dans un duel rhétorique, même si celui-ci est mené par l'intermédiaire des médias, peu donneraient cher de la peau de Marine Le Pen face à un Zemmour qui a fait du débat et des phrases-chocs sa marque de commerce et son gagne-pain. Visiblement mal à l'aise, Le Pen avait mal paru devant Macron lors de sa confrontation télévisée de l'entre-deux-tours des présidentielles de 2017 et rien ne laisse présager qu'elle s'en sortirait mieux face à un débatteur aguerri comme Zemmour.

Quant à elle, Marine Le Pen devra démontrer qu'elle incarne la « résistance nationale » contre les élites mondialistes et postnationales mieux qu'Eric Zemmour et que son pari de « normalisation » du RN est le bon, électoralement parlant. Elle devra démontrer en outre qu'elle seule peut mener ces idées, qui sont tout de même proches de celles de Zemmour, jusqu'à l'Élysée, de par son expérience politique significative alors que le journaliste n'a pour sa part aucune expérience en politique appliquée à proprement parler.

Le Pen pourra semer le doute à propos de la capacité de Zemmour à la gestion politique concrète et quotidienne, à la nécessité des compromis et à l'acceptation des contraintes du pouvoir alors que ce dernier se spécialise dans l'abstrait du débat des idées et de la bataille culturelle, loin des tranchées de l'Assemblée nationale.

Elle devra également faire valoir que Zemmour pourrait bien ne pas pouvoir fédérer la droite française elle-même, étant souvent extrême dans ses propos, ni par conséquent espérer vaincre Macron au second tour, en raison d'un programme politique qui, on l'imagine, sera encore plus à droite que celui du RN et suscitera assurément une levée de boucliers.

Un programme zemmourien, extrêmement sévère sur l'immigration et sur la question de l'islam en France, avec des tendances fortement souverainistes ou du moins réformistes face à l'Union européenne, risque fort de susciter un « front républicain ». Même si ce « front », constitué de la gauche, du centre et du centre droit, qui avait barré la route au FN de Jean-Marie Le Pen en 2002 et, quoique dans une moindre mesure, de Marine Le Pen en 2017, semble finalement s'effriter en 2021.

Toujours à son avantage, Le Pen profite également d'un pouvoir total sur un parti bien implanté, avec de nombreux militants motivés à l'idée d'entrevoir, finalement, une prise du pouvoir et par l'espoir de sortir de la marge pour de bon. Sans parti et muni d'une équipe électorale encore minime, il sera difficile pour Zemmour de les convaincre que celle qui leur a permis de sortir de la classe des infréquentables pour entrer dans le grand jeu politique à part entière n'est pas celle qui leur permettra de franchir la ligne d'arrivée présidentielle.

2022

Une défaite de Marine Le Pen au premier tour des présidentielles de 2022 lui serait fatale et signifierait sans doute la fin de sa carrière politique. Zemmour, de son côté, joue peut-être sa carrière médiatique, car advenant une défaite il

ne pourra sûrement pas réintégrer les plateaux comme chroniqueur sans qu'on l'accuse d'utiliser son temps d'antenne pour s'autopromouvoir politiquement. Une défaite écrasante où Zemmour ne récolterait que quelques points sans même inquiéter Le Pen pourrait également faire mal à son discours très à droite, discrédité par un électorat qui aurait dû lui être favorable.

La candidature de Zemmour comporte enfin le risque de diluer le vote de droite entre lui-même, Marine Le Pen et les autres candidats qui présenteront leur candidature, comme Nicolas Dupont-Aignan ou Xavier Bertrand, par exemple. Le scénario catastrophe pour la droite serait une trop grande division des voix et qu'un candidat commun de la gauche ou un Jean-Luc Mélenchon, qui avait obtenu près de 20 % des voix en 2017, soit seulement moins de 2 % que Marine Le Pen, se faufile au second tour, profitant d'une concentration des voix de gauche.

Une droite qui s'autodétruit du fait d'une guerre intestine, et incapable de compléter sa recomposition, ne pourrait qu'ajouter au chaos politique que l'implosion du Parti socialiste et de l'UMP a laissé derrière elle, projetant l'avenir politique de la France dans un brouillard toujours plus opaque.

Au-delà des ambitions électorales des candidats, que ce soit Zemmour ou Le Pen, reste à savoir si l'un d'entre eux au moins saura finalement incarner ce peuple de droite, orphelin depuis si longtemps.